

Unité interdépartementale Vaucluse-Arles
Services de l'État en Vaucluse
DREAL PACA – UID Vaucluse-Arles
CEDEX 09
84905 Avignon

Avignon, le 15/01/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 12/12/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

ORANO DS TRIADE (STMI) (TRIADE)

Site du SACTAR
84500 Bollène

Références : D-0034-2026
Code AIOT : 0006400433

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 12/12/2025 dans l'établissement ORANO DS TRIADE (STMI) (TRIADE) implanté Site du SACTAR 84500 Bollène. L'inspection a été annoncée le 18/09/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- ORANO DS TRIADE (STMI) (TRIADE)
- Site du SACTAR 84500 Bollène
- Code AIOT : 0006400433
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site TRIADE de la société ORANO a vocation au tri/transit/reconditionnement de déchets issus de clients du secteur nucléaire (EDF, CEA, ORANO...) en préalable à leur traitement dans des filières adaptées (ANDRA, CENTRACO...)

Elle peut également procéder à des expertises de colis pour le compte de l'ANDRA.

L'installation propose en outre à la location des surface de travail à des sociétés tiers pour maintenance de leurs équipements.

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
6	Bilans périodiques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 5	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2	Sans objet
2	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2	Sans objet
3	Gestion des déchets	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2	Sans objet
4	Cas particulier : traitement des déchets historiques	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 3	Sans objet
5	Surveillance renforcée des fûts	Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant respecte les prescriptions de son arrêté préfectoral complémentaire du 14 novembre 2024, notamment pour le suivi et l'évacuation des déchets historiques.

Il a procédé à l'évacuation de 50 % de ses déchets historiques. 38 % des déchets historiques restants seront évacués d'ici la date limite fixée à fin 2028. Pour les 12 % restants (5 catégories de déchets), des actions sont menées ou sont à l'étude. Dans tous les cas, l'exploitant transmettra les porteurs à connaissance idoines pour justifier le dépassement de la date limite ainsi que les solutions proposées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2						
Thème(s) : Risques chroniques, Respect des délais						
Prescription contrôlée :						
Tout enlèvement des déchets s'effectue, conformément au tableau ci-dessous, et dans les meilleurs délais.						
	Filières de traitement					
Intitulés des cas	C I R E S (m o i s)	CSA (mois)	CENTRAC O solide (mois)	CENTRAC O liquide (mois)	CENTRAC O fusion (mois)	S T E L (m o i s)
<i>Filière identifiée</i>						
Cas simple s a n s analyse labo	30	30	30	-	30	-
C a s complexe s a n s analyse labo	30	30	30	-	30	-
Cas simple a v e c analyse labo simple	30	30	30	30	30	30
C a s complexe a v e c analyse labo complexe	30	30	30	30	30	39

<i>Filière non identifiée</i>						
Cas simple a v e c a n a l y s e l a b o s i m p l e	30	58	30	30	30	30
C a s c o m p l e x e a v e c a n a l y s e l a b o c o m p l e x e	58	104	39	58	39	58

L'exploitant s'engage à **favoriser le délai le plus court** à chaque étape du processus de prise en charge des déchets, de la réception des déchets à leur expédition finale (filière de traitement). L'exploitant doit être en mesure de justifier tout dépassement à chaque étape du processus de traitement des déchets.

[...]

Constats :

L'exploitant a présenté en séance sa nouvelle organisation de travail pour la gestion des déchets :

- nouvelle équipe de travail,
- création d'un plan d'action avec un suivi hebdomadaire des déchets sur site,
- mise à jour de la procédure de gestion des déchets : « PROCÉDURE DE GESTION DES DÉCHETS NUCLÉAIRES SUR L'ICPE TRIADE » (PR TRD DS.OP 06_ Révision 9 du 03/01/2025),
- développement du registre des déchets dangereux pour suivi des dates d'entreposages,
- outil de suivi des durées de chaque étape d'une affaire,
- indicateur mensuel de suivi des durées d'entreposage, du volume installation et du facteur Q.

L'exploitant a projeté en séance la procédure citée précédemment (cf. Point de contrôle suivant).

Afin de respecter les délais, l'exploitant a précisé que dorénavant les déchets, qui ne pourraient pas être traités conformément aux délais prévus dans son arrêté préfectoral complémentaire du 14/11/2024 (APC du 14/11/2024) ne seraient pas acceptés sur le site. Il en est de même en cas de doute quant au traitement possible des déchets (absence d'un exutoire final par exemple). Aussi, l'exploitant propose une clause dans son offre technico-économique où les déchets qui ne seraient pas « traitables » seront refusés ou retournés au client (qui est le producteur des

déchets). Cette condition est rappelée dans sa procédure de gestion des déchets précitée (paragraphe 7.2).

En salle, l'inspection a demandé à l'exploitant de lui détailler son suivi des déchets. L'exploitant dispose donc d'une application nommée Waste Flow pour suivre ses déchets sur le site de Triade. Cette application a été présentée en séance. L'exploitant a également détaillé ce suivi au travers d'un registre des déchets dangereux qui est mis à jour mensuellement afin de suivre les durées d'entreposages et le volume maximum autorisé (document PR TRD DS.OP 06 ENR01) par affaire correspondant à un chantier.

Ainsi, cette fiche de suivi permet à la date de l'extraction Waste Flow de surveiller le volume total de déchets avec un seuil d'alerte à 2 400 m³ (volume autorisé à 2 660 m³) et de détailler les durées d'entreposage des déchets de l'affaire par famille :

- Famille 1 - 30 mois d'entreposage
- Famille 2 - 39 mois d'entreposage
- Famille 3 - 58 mois d'entreposage
- Famille 4 - 104 mois d'entreposage

Il est à noter que sur ce registre des alertes de dépassement ont été actées comme suit :

- Alerte de dépassement pour les familles 1 -2 - 3 => 9 mois avant la date de dépassement
- Alerte de dépassement pour la famille 4 => 24 mois avant la date de dépassement

Ce suivi permet donc à l'exploitant de veiller aux respects des délais d'entreposage des déchets.

Pour vérifier, la complétude du registre déchets, l'inspection a demandé à voir le détail de la ligne du 07/11/2025 sélectionnée sur le Waste Flow projeté en salle. Une fiche de suivi spécifique par affaire ressort et mentionne la quantité et la durée d'entreposage ainsi que le statut du déchet. Aucun dépassement de date limite d'entreposage n'a été constaté sur ce registre du 07/11/2025. La traçabilité des déchets par affaire est donc bien suivi.

Le suivi des déchets historiques est également enregistré dans l'application WasteFlow. Ainsi, via cette application et le registre de suivi des déchets, l'exploitant est à même de justifier les durées d'entreposage et le volume présent sur site.

Enfin, il est à noter que le logiciel de suivi des déchets mentionne également un volume global de déchets entreposés qui est au jour de l'inspection de 1 734 m³. L'exploitant respecte donc le volume maximal autorisé qui est de 2 660 m³ (APC du 19 septembre 2016).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2

Thème(s) : Risques chroniques, Procédure
Prescription contrôlée : [...] sous 1 mois à compter de la notification du présent arrêté préfectoral, une procédure interne doit être rédigée afin d'améliorer les délais d'entreposage. L'exploitant s'engage notamment à optimiser les délais de rédaction afin de garantir le non-dépassement des durées d'entreposage.
Constats : Par mail du 03/01/2025, la procédure actualisée de gestion des déchets nucléaires sur l'ICPE TRIADE référencée PR TRD DS.OP 06 a été transmise à l'inspection. Elle a donc été complétée afin de répondre à l'article 2 de l'APC du 14/11/2025 (Révision n°9 : R9), notamment pour respecter les durées d'entreposage. L'objectif de cette procédure est de décrire le processus de gestion des déchets nucléaires au sein de l'ICPE TRIADE, de la prise en charge des déchets au conditionnement jusqu'à l'expédition des colis vers les exutoires. Ce document présente chronologiquement : <ul style="list-style-type: none"> - Les rôles et responsabilités des acteurs pour la gestion des déchets. - L'organisation mise en place pour le respect des durées d'entreposage et du volume maximum autorisé sur l'installation. - Les exigences des exutoires. - L'organisation mise en place pour la traçabilité, la conformité et l'expédition des colis.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Gestion des déchets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 2
Thème(s) : Risques chroniques, Traçabilité des déchets stockés
Prescription contrôlée : [...] Sur le site, chaque déchet présent doit être facilement identifié par l'exploitant et par l'inspection des installations classées. Cette identification doit permettre notamment de connaître la durée d'entreposage du déchet.
Constats : Au vu du temps restant, il a été convenu de faire le tour du site et de voir la Nef 3 qui est une zone de stockage des déchets faiblement irradiants. Le stockage des déchets dans la Nef 3 est très bien organisé (par zones et par allées) avec une identification des contenants par numéro d'affaire. La Nef 3 n'est pas encombrée de déchets. Il a donc été contrôlé l'adéquation entre le fichier de suivi des déchets visualisé en salle (affaire n°A1882 : chantier A1882_TROP EDF) et la présence du colis stocké dans la NEF 3.

Sur WasteFlow, les déchets de l'affaire A1882 sont localisés dans la Nef 3, allée H et zone H07. Sur le terrain, les colis de l'affaire A1882 étaient bien présents dans l'allée H et la zone H07 de la Nef 3. L'étiquette d'identification avec code barre a permis de retrouver les déchets de l'affaire A1882. L'étiquette mentionne par ailleurs le poids, le spectre et la conformité du colis. Le colis est en attente d'évacuation (pastille verte du 04/11/2025 qui atteste de la réalisation des contrôles réglementaires avant évacuation). Une autre étiquette concernant le contrôle de la contamination et de l'irradiation est également apposée sur le colis avec la date du 12/06/2025.

Le tour du site a permis de vérifier que le site est bien entretenu.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Cas particulier : traitement des déchets historiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 3

Thème(s) : Risques chroniques, Bilan d'avancement résorption déchets historiques

Prescription contrôlée :

[...]

Tous les six mois par année civile, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan sur l'avancement de son plan d'actions pour la résorption des déchets historiques.

L'exploitant s'engage à respecter les dates d'expédition présentées dans son plan d'actions à la connaissance du 16 décembre 2022 et dans son plan d'actions actualisé semestriellement. Dans tous les cas, l'exploitant ne doit pas dépasser la dernière année prévisionnelle d'expédition fixée à fin 2028.

[...]

Constats :

L'exploitant a régulièrement tenu informé l'inspection de l'évacuation de ses déchets historiques via :

- les bilans semestriels. Le dernier bilan semestriel (n° NT. TRD.DS.RSK3.18_R11) a été transmis par courriel du 02/10/2025 pour le 1^{er} semestre 2025. Ce dernier bilan indique une diminution de près de 17 % des colis historiques au cours du premier semestre 2025.
- des courriels annonçant des opérations d'évacuation exceptionnelles réalisées telles que l'évacuation des déchets historiques dosants EDF de la zone orange (mail du 23/08/2024).

Un énorme travail d'enregistrement des déchets historiques dans le logiciel Waste Flow à partir des bordereaux de suivi déchets (BSD) en version papier et du fichier de suivi des déchets a été réalisé par l'exploitant (activité très chronophage). Sur environ 1000 colis de déchets historiques plus de 800 ont été renseignés sous Waste Flow. L'exploitant devrait finaliser l'enregistrement de tous les BSD papier au 1^{er} trimestre 2026.

Un bilan des déchets historiques a été présenté en séance (frises chronologiques des évacuations réalisées et celles à faire). Depuis, la mise en place du suivi de l'évacuation des déchets historiques en octobre 2023, l'exploitant a indiqué qu'il a évacué plus de 50 % de son stock de déchets historiques (colis pères et fils confondus).

Il reste donc 50 % des déchets historiques à évacuer comme suit :

- 8 % seront évacués d'ici le T4 2026,
- 25 % seront évacués d'ici le T4 2027,
- 5 % seront évacués d'ici le T4 2028,
- 11 % de déchets historiques dits complexes (4 catégories de déchets) avec une projection de fin d'évacuation en 2029 et 2030,
- 1 % de déchets militaires avec une projection de fin d'évacuation en 2037.

Pour ces déchets complexes, des plans d'actions sont menées par l'exploitant afin de rechercher les filières de traitement adaptées. Ces plans d'actions ont été présentées en séance.

Étant donné que le délai d'évacuation final des déchets historiques fixé à fin 2028 ne sera pas respecté pour les déchets dits complexes et les déchets militaires, des porters à connaissance (PAC) seront transmis en conséquence (ex : reconditionnement de certains fûts, justifications du dépassement de la date d'évacuation et plans d'action associés).

Par ailleurs, pour une meilleure lisibilité des déchets présents sur le site, il a été convenu avec l'exploitant que dans les prochains bilans semestriels de suivi des déchets, il y ait deux parties et une annexe comme suit :

- suivi des déchets historiques,
- suivi des déchets post-arrêté préfectoral complémentaire du 14/11/2024 (post-APC),
- annexe présentant les déchets dont le délai d'entreposage est dépassé avec les justificatifs idoines.

L'exploitant s'est engagé à transmettre un bilan corrigé pour mars 2026.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Surveillance renforcée des fûts

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Modalités de surveillance des fûts

Prescription contrôlée :

Afin de garantir l'intégrité des fûts dans le temps, l'exploitant doit mettre en place des dispositions compensatoires de surveillance renforcée des fûts.

Une ronde mensuelle de surveillance des fûts est réalisée par le radioprotectionniste de zone. Les contrôles effectués sont :

- la vérification de la température,
- l'absence de dégagement d'H₂,
- le niveau d'eau dans le fût (couverture des copeaux sous eau).

L'ensemble de ces contrôles est conservé par l'exploitant et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.

Cette surveillance renforcée est détaillée dans une procédure écrite
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant effectue des rondes mensuelles qui sont enregistrées manuellement dans un document intitulé «PV de vérification mensuelle des fûts de copeaux d'U» (document référencé MO TRD DS.OP 25 ENR 01_Révision R0). Ce PV recense les différents contrôles à effectuer sur les fûts conformément à la prescription (intégrité, niveau d'eau, H₂ ambiant et température).</p> <p>À la demande de l'inspection, l'exploitant a présenté la dernière ronde mensuelle réalisée le 28/11/2025. Aucune anomalie n'a été relevée lors de la lecture du document par l'inspection (lecture par sondage). Post-inspection, l'exploitant a transmis par courriel du 06/01/2026 la ronde mensuelle d'octobre réalisée le 23/10/2025 et la procédure de surveillance renforcée des fûts (MO TRD DS.OP 25_Révision R2) en date du 20/01/2025.</p> <p>Par manque de temps et en raison d'un accès très sécurisé nécessitant un temps plus long pour s'y rendre, la zone de stockage de ces fûts n'a pas pu être contrôlée.</p> <p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 6 : Bilans périodiques

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/2024, article 5
Thème(s) : Autre, Transmission de rapports
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tous les six mois, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un bilan sur :</p> <ul style="list-style-type: none"> - l'avancement de l'instruction des dossiers pour évaluer l'évolution de la situation et s'assurer que les délais sont respectés, - l'état des stocks avec à minima les entrée/sortie, le nombre de colis (fils et père) par conditionnement (fûts, big-bags, conteneurs,...), le volume de déchets et la valeur du QNS, - les modalités de surveillance renforcée des fûts de déchets conformément à l'article 5 du présent arrêté, - les délais d'entreposage respectant les délais autorisés, ceux pouvant être dépassés et ceux ayant dépassé le délai autorisé. Pour permettre une lecture rapide des délais respectés de ceux pouvant être dépassés ou non respectés (mais justifiés), une alerte visuelle est à intégrer au bilan. <p>L'exploitant doit compléter son bilan annuel avec ces éléments transmis par semestre. »</p> <p>Constats :</p> <p>Pour une meilleure lisibilité des déchets présents sur le site, il a été convenu avec l'exploitant que dans les prochains bilans semestriels de suivi des déchets, il y ait deux parties et une annexe comme suit :</p> <ul style="list-style-type: none"> • suivi des déchets historiques, • suivi des déchets post-APC du 14/11/2024, • annexe présentant les déchets dont le délai d'entreposage est dépassé avec les justificatifs

idoines.

L'exploitant s'est engagé à transmettre un bilan corrigé pour mars 2026.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit transmettre un bilan en 2 parties afin de suivre indépendamment le bilan des déchets historiques et le bilan des déchets post-APC. Il doit également rajouter une annexe détaillant les déchets dont le délai d'entreposage sera ou est dépassé avec les justificatifs associés.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois